

Le réseau militant de lutte contre la précarité

Campaign on Contingent Work

*Interview de Tim Costello,
avec la participation de Gary Zabel*

Peux-tu nous expliquer dans quelles circonstances l'organisation Campaign on Contingent Work a été créée ?

Tim : Elle est née en 1996, il y a donc quatre ans. Elle est issue d'une coalition de syndicats et d'organisations politiques progressistes de Nouvelle-Angleterre, appelée North-East Citizen Action Ressource, qui, à un moment donné, a décidé de ne plus agir seulement sur le plan politique, mais de s'intéresser aussi aux questions économiques. Nous avons alors interrogé cent à deux cents personnes, en leur demandant quel était le problème d'ordre économique qui leur paraissait le plus important : la question du travail précaire, de l'instabilité croissante du travail, est constamment revenue sur le tapis, dans la bouche à la fois des militants de quartier et des syndicalistes. Nous avons alors décidé de travailler sur cette question. Je dois dire que cela allait dans le sens de mes intérêts, parce qu'au Syndicat des employés des services où je travaillais, nous étions confrontés au même problème : de plus en plus de travaux stables étaient remplacés par des emplois précaires. J'ai donc été embauché pour travailler sur ce projet. Mais en se développant, le projet s'est autonomisé : il a commencé à attirer des gens de tous bords, et la coalition de départ s'est peu à peu transformée en un réseau de militants. On a alors commencé à comprendre qu'on pouvait s'attaquer au travail précaire non plus seulement sur un plan politique, mais de façon très large à la base, en rassemblant tous ceux qui y sont confrontés et en subissent toutes les conséquences sociales. Du coup, plutôt que de construire une organisation fondée sur un rassemblement d'organisations comme on l'avait fait jusque-là, plutôt que de s'asseoir autour d'une table avec les directions de tels syndicats ou organisations, on a décidé de chercher, au sein même de ces organisations, des militants susceptibles de s'intéresser à une intervention sur les lieux de travail.

Quelle est la nature de votre intervention ?

Tim : Nous nous sommes fixé quatre axes d'intervention : 1) faire passer la question du travail précaire dans le discours public : faire du travail de presse et mener une sorte de recherche de terrain ; 2) mettre en relation tous les gens qui, dans leurs activités et leurs réunions, travaillent sur la question du travail précaire ; 3) entrer en contact avec les mouvements sociaux qui nous sont proches et les mettre en réseau, afin de construire une sorte de mouvement en faveur d'une réforme du système de protection sociale (nous avons en fait aidé à créer des coalitions dans ce domaine) ; 4) travailler en lien direct avec les salariés ; 5) faire avancer les choses sur le plan législatif.

Quels liens entretenez-vous avec les syndicats ?

Tim : En changeant de modèle d'organisation, on s'est donc un peu éloigné de l'idée d'un partenariat syndical officiel. Parce que les syndicats ne cherchent pas engager leurs membres dans quoi que ce soit, qu'ils sont toujours quelque peu bureaucratiques. Donc nous avons dû contourner la représentation syndicale officielle et chercher nous-mêmes des militants de base. Il y a parmi nous beaucoup de gens qui occupent un poste dans leur syndicat, comme le président d'une des sections locales du Syndicat des employés des services. Nous avons en fait d'excellentes relations avec l'AFL-CIO du Massachusetts, mais nous essayons de ne pas avoir de relations trop étroites avec les hauts responsables. De leur point de vue, ça leur donne un peu d'espace politique pour négocier sur la question de la précarité - ils n'ont pas en s'en faire, on prend la chose en charge pour eux, d'une certaine manière. Quant à nous, nous échappons aux complications liées au fait d'avoir à traiter avec des bureaucraties : les questions bureaucratiques ne nous concernent pas.

Comment vous y prenez-vous pour établir des liens directs avec les salariés ?

Tim : De différentes manières, mais ce sont essentiellement les travailleurs qui viennent nous voir quand ils ont un problème lié à la précarité. Nous les aidons à résoudre leur problème, à élaborer des stratégies, des campagnes, et à se mettre en contact avec d'autres. Dans notre approche, les travailleurs ne sont pas du tout passifs, ils essaient de s'attaquer eux-mêmes au problème qui les concerne. Nous sommes un des véhicules par lesquels ils peuvent passer pour obtenir un soutien. Et nous travaillons avec des groupes assez curieux. Au cours d'une même année, nous avons facilement affaire à six ou sept groupes différents. Chaque fois ça dure un certain temps, facilement quelques mois. En ce moment par exemple, nous travaillons encore avec les équipages des remorqueurs du port de Boston, qui ont essayé d'obtenir un nouveau contrat et même un nouveau syndicat. Nous avons travaillé avec les conducteurs de bus de Boston, qui ont vu leurs boulots transformés en emplois à temps partiel, en les aidant à développer des stratégies pour se défendre...

Peux-tu donner des exemples de ces stratégies ?

Tim : Le travail que nous faisons est souvent très élémentaire. Prenons l'exemple des équipages des remorqueurs : nous les avons aidés à formuler des propositions, à élaborer une stratégie pour négocier avec l'employeur et avec le syndicat : voir ce qui pourrait stabiliser leurs emplois, comment l'obtenir, quels sont les points faibles sur lesquels exercer une pression, comment faire face à l'employeur, au syndicat, etc. Ils vont peut-être se mettre bientôt en grève, d'ailleurs. Ça n'a pas été facile d'en arriver là, mais ils s'y mettent ; on a été pas mal impliqué dans l'affaire, en fait nous nous sommes même assis pour eux à la table de négociation, comme porte-parole.

Voilà le genre de choses qu'on fait. On peut appeler ça du travail syndical traditionnel, sauf que même lorsqu'ils sont syndiqués, les ouvriers sont abandonnés par les syndicats, fondamentalement. Nous, on a pu les aider à s'auto-organiser - ce qu'ils ont fait brillamment, d'une certaine manière - et à élaborer des stratégies de long terme, leur offrir des mécanismes de soutien, etc. Dans d'autres cas, comme celui des conducteurs de bus de Boston, on a pu réfléchir avec eux sur les moyens de stopper le processus de passage au temps partiel, sur ce qu'il fallait réclamer à la direction, sur comment entrer en contact avec la population, on les a aidés à écrire des lettres aux journaux et aux hommes politiques... Pour toutes ces choses-là, ils ont besoin d'une aide, et c'est le genre de choses qu'on fait. De plus en plus de travailleurs viennent nous voir d'ailleurs, parce qu'ils ont entendu parler de ce qu'on fait.

Avez-vous réussi à mettre différents secteurs en contact ?

Tim : Oui. L'idée est, à partir des cas particuliers des gens qui viennent nous voir, de construire quelque chose de plus large. Les marins qui viennent nous voir savent par exemple qu'on travaille aussi avec les enseignants d'université, et ils peuvent eux-mêmes sentir que leur problème s'inscrit dans quelque chose de plus vaste. D'ailleurs on leur dit : pour gagner aujourd'hui, il faut que vous fassiez de votre problème une question sociale, car ça n'arrive pas qu'à vous et chez vous. Et quand les gens se rendent compte de ça, je crois que ça a un gros effet sur la façon dont ils agissent ou agiront à l'avenir.

Gary : Les gens n'interprètent plus leur situation comme une affaire personnelle, comme leur incapacité personnelle à trouver un bon boulot... La plupart des gens sont bien conscients que le travail précaire devient la norme.

Tim : Et aussi qu'on peut faire quelque chose contre ça. Mais il faut dire que nous trois qui travaillons là avons tous des liens dans les quartiers et les communautés, et je crois que ça joue un rôle. Ceux qui viennent nous voir sont souvent des gens avec qui nous avons eu des contacts. Moi, j'ai fait ce type de travail pendant trente ou trente-cinq ans... Les conducteurs de bus, les camionneurs, les équipages des remorqueurs, sont des gens avec qui j'ai eu des relations autrefois, car j'ai été moi-même un camionneur pendant vingt-trois ans. C'est drôle, mais nous dépendons beaucoup de ce genre d'enracinement. Nous connaissons un nombre considérable de gens, par différents canaux, et c'est très utile. Une part de notre boulot consiste d'ailleurs à mettre ces gens en relation.

Y a-t-il eu des cas de travailleurs qui ont apporté un soutien à des luttes dans d'autres secteurs ?

Tim : Pas directement. Mais quand un secteur entre en grève, nous essayons d'encourager les autres à aller les voir et à les soutenir.

Gary : Il existe un autre réseau à Boston, qui ressemble à Campaign for Contingent Work, et qui joue un peu ce rôle. Ils s'appellent Jobs with Justice. Ils font ce boulot et le font bien.

Tim : C'est une coalition dont nous faisons partie et c'est un peu le même genre de structure que la nôtre. J'espère que nous allons réussir prochainement à lancer une campagne commune sur le travail précaire dans la région. Mais en général, nous utilisons Jobs with Justice comme un réseau de solidarité.

Est-ce qu'ils font du travail en direction des immigrés ?

Tim : Oui. Notamment dans leur section « travail précaire ». Nous avons nous aussi des liens avec des groupes d'immigrés, avec qui nous travaillons. Et certains des groupes présents au sein de Campaign on Contingent Work comme le Merimack Valley Project sont surtout constitués d'immigrés.

Que faites-vous concrètement pour « faire passer la question du travail précaire dans le discours public » ?

Tim : Nous faisons du travail de presse chaque fois que nous prenons une initiative. Fin juin par exemple, nous avons organisé une marche des travailleurs intérimaires. Nous avons emprunté le « Freedom Trail » de Boston (un chemin balisé au cœur de la ville reliant différents lieux marqués par l'histoire de la révolution américaine), et à chacune des agences intérimaires (il y en a quelques centaines à Boston) qui se trouvaient sur le chemin, nous nous sommes arrêtés pour présenter des revendications. Bien sûr, nous l'avons fait pour attirer l'attention. Parallèlement, nous avons fait un reportage sur ce qui se passe dans les agences d'intérim. Et puis des tracts, où nous avons posé le problème de façon globale, en montrant que ces entreprises sont répandues dans le monde entier, qu'elles se rattachent à des multinationales... Et du théâtre. Tout ça mis ensemble a constitué un événement. Et ça a été un succès, je crois, le message est bien passé, malgré sa complexité.

Gary : L'un des résultats de cette marche a été le superbe article sur le travail précaire qui vient de paraître dans le *Boston Phoenix* (hebdo local gratuit). Cet article a eu un réel impact : pour les intérimaires que je connais, il a changé quelque chose, parce qu'il parlait de leur situation tout en la reliant à un contexte plus large. L'un d'entre eux, que je croyais incapable de se battre tellement il est obséquieux envers le patron, est même allé se joindre à un piquet de grève de travailleurs sociaux en lutte contre la fondation qui les embauche et qui veut précariser tout le personnel.

C'est la première fois qu'un grand média parle de vous ?

Tim : Non, mais c'est la première fois qu'on parle de la précarité pour dire autre chose que : « il s'agit d'un grave problème social » : là, ils ont fait savoir que des gens luttent et s'organisent contre ça, ils ont parlé d'action collective. Les gens appellent maintenant pour dire : « Super, enfin ça vient ! » Ce genre de mise en scène, ça sert surtout à ça : c'est au moins autant pour montrer aux gens l'importance de l'action collective que pour donner la mesure du problème qu'on le fait. Quand on organise un événement, il faut fournir tous les éléments, de façon à ce que les médias ne réduisent pas la chose à sa dimension spectaculaire et que les gens puissent se dire que les médias sont capables de faire autre chose.

En fait, nous ne nous contentons pas d'obtenir une couverture médiatique pour les événements que nous organisons nous-mêmes : nous le faisons aussi pour d'autres, de façon à ce que leur problème sorte du petit cadre de leur communauté.

Gary : Lorsque le COCAL a organisé des rassemblements sur la North-East University par exemple, il y a eu une très bonne couverture médiatique ; les médias ont aussi parlé de la lutte des employés du musée, etc.

Comment tissez-vous ces contacts avec les médias ?

Tim : Par deux moyens. D'abord, à travers tous les gens que nous connaissons directement dans ce milieu ; ensuite, en essayant de repérer les portes d'entrée dans les médias et en leur proposant des informations de valeur, ce qui va dans le sens de leurs intérêts, car les journalistes sont des gens paresseux, fondamentalement, ils sont contents d'avoir de l'information prémâchée. Ils savent maintenant que nous sommes une bonne adresse, qu'on peut leur dire où frapper pour entendre un point de vue opposé au point de vue officiel, et qu'on est capable de leur fournir un ensemble d'informations sérieuses.

Gary : Dans le cas de la marche des intérimaires, ça a bien fonctionné. On a eu peur un moment qu'ils donnent l'interprétation des patrons d'agences d'intérim, mais ils ont avalé tout ce qu'on leur a servi comme infos.

Tim : Heureusement, car ils touchent les gens qu'on cherche nous-mêmes à toucher...

Gary : Et puis il y a le fait que les journalistes sont eux-mêmes très souvent précarisés, ils se sentent personnellement touchés par ces questions.

Tim : Il y a deux ans, une station de télé locale a fait une demi-heure de reportage sur ce que nous faisons. Ils ont vraiment fait du bon boulot, et ça s'explique par le fait que dans la salle de rédaction, ils étaient tous des précaires : ils connaissaient la situation et comprenaient de quoi on parlait !

Gary : Au COCAL [regroupement d'enseignants non titulaires interne au syndicat NEA], on travaille maintenant à organiser pas mal d'endroits où il y a des écoles de communication. Et les profs qui travaillent dans ces écoles sont des temps-partiel précaires qui ne peuvent obtenir de boulot à plein temps, ils sont donc très ouverts à l'idée de s'organiser syndicalement.

Tu penses donc qu'il y a un processus d'élargissement en cours...

Tim : Oui. En termes d'organisation de l'action, on observe actuellement deux tendances. Premièrement, nous tendons à devenir un groupe national : nous fédérons à présent 48 organisations, dont quelques gros syndicats. Peu à peu, nous réussissons à faire au plan national ce que nous avons commencé à faire au plan local. Et nous sommes un bon modèle : nous tâchons de couvrir tout l'éventail des problèmes, car nous sommes un réseau. Deuxièmement, nous mettons les problèmes en relation les uns avec les autres : nous considérons que le développement du travail précaire (sous ses multiples formes) s'inscrit dans les tendances en cours au sein de l'économie globale. Les gens sont de plus en plus inquiets de cette montée de la précarité, quoi que racontent les politiciens et les patrons pour les rassurer. Le nombre d'emplois sûrs qui ont été créés est en réalité très faible par rapport à tous les emplois précaires. Récemment, une enquête du *New York Times* montrait bien cette tendance à l'échelle de la ville de New York, mais le phénomène est général. Dernièrement, j'ai vu à la télé une publicité qui parlait de tous ces boulots de merde pour inviter les gens à voter... C'est ridicule, je ne vois pas en quoi le fait de voter va changer leur problème, mais ça donne une idée du climat... Enfin, il faut signaler que les syndicats commencent à se rendre compte que c'est là une question fondamentale, ils commencent à placer la précarité au centre de leurs préoccupations.

Ne t'attends-tu pas, si cela se confirme, à voir naître des contradictions entre la base militante des précaires et les bureaucraties syndicales ?

Tim : Je n'appellerais pas ça des contradictions. Mais je dirais que, quelque forme que prennent les nouveaux mouvements sociaux que nous essayons de créer, il y aura des éléments du monde syndical qui nous suivront et d'autres qui ne nous suivront pas. Ce que nous avons à faire, c'est de nous concentrer sur les gens qui veulent bosser avec nous. Et tenter de toucher la base à travers eux quand on peut. Je pense vraiment que les tactiques et stratégies développées par le mouvement syndical dans une période antérieure ne sont plus applicables, car les problèmes aujourd'hui ne sont plus les mêmes. Beaucoup de monde se bat actuellement à l'intérieur des syndicats pour développer d'autres stratégies. Les syndicats ne sont donc plus aussi fermés qu'ils l'étaient autrefois. Beaucoup de portes restent closes encore, mais ça change, c'est une période de changement, et c'est une bonne chose.

Gary : Moi, je vois se développer des contradictions. Parmi les comités (*caucuses*) d'enseignants précaires qui se développent au sein du syndicat National Education Association, par exemple, on a deux organisations qui rencontrent un grand succès : le Professional Staff Congress et CUNY Adjuncts Unite. A CUNY (l'université publique de la ville de New York), les élections syndicales ont été remportées par un de ces comités contestataires, et ça a créé une division entre les auxiliaires : d'un côté il y avait ceux qui pensaient qu'il fallait entrer dans la direction du syndicat, de l'autre ceux qui préféraient rester dans CUNY Adjuncts Unite et garder les distances. Maintenant, on a donc parallèlement le syndicat et les comités. Il y a plein d'exemples comme ça, les tensions montent, mais on ne voit pas encore clairement quel compromis va se dessiner.

Tim : Il faut que nous arrivions à élaborer des stratégies interstitielles, pour ainsi dire : au lieu de s'attaquer à ces gens-là de front, il faut développer des alternatives... Et c'est ce qui se passe dans les faits, je crois. Sur la question du travail précaire, nous avons de très bonnes relations avec l'AFL-CIO parce qu'ils ont besoin de gens qui s'occupent de ça. J'ai l'impression que nous avons créé un autre espace social, en quelque sorte.

Gary : Mais vous avez aussi constitué des groupes qui ont choisi l'affrontement, comme le nôtre, comme celui de CUNY. Et le plus drôle c'est que ça a marché ! On les a affrontés et ils ont cédé !

Ne risque-t-on pas, à terme, de voir la base militante absorbée par la bureaucratie, comme cela s'est produit en France dans les années 70-80 ?

Gary : C'est ce à quoi je m'attends, mais ça ne s'est pas encore produit !

Tim : C'est vrai, c'est ce qui s'est passé partout. Ici aussi, beaucoup de jeunes militants ont été absorbés par les bureaucraties syndicales qui leur ont offert un boulot, et l'on peut penser que c'est ce qui va se passer à nouveau. Mais on peut aussi penser que ça va changer les bureaucraties. La différence entre les années 70 et maintenant, c'est qu'on est entré dans une ère nouvelle. Quelque chose s'achève, et quelque chose de nouveau est en train d'apparaître. Les stratégies d'autrefois sont périmées. Les institutions qui étaient adaptées à la situation d'il y a vingt ans sont aujourd'hui menacées d'extinction, et une partie d'entre elles tentent de se refaçonner.

Gary : Les syndicats sont effectivement confrontés à une vraie crise de survie. Les précaires sont appelés à constituer une part croissante de leurs membres, mais on ne peut pas organiser les précaires bureaucratiquement, l'action militante est indispensable pour organiser les précaires. C'est donc pour des raisons de survie que les syndicats tendent à s'ouvrir à des stratégies plus militantes.

Tim : Personnellement, j'ai passé la plupart de ma vie professionnelle en position d'opposant au sein du syndicat des camionneurs. Jamais jusque-là je n'avais envisagé de travailler dans la bureaucratie du syndicat, mais il y a eu un moment où il m'a semblé possible de le faire, parce que, pour des raisons de survie, elle se montrait beaucoup plus ouverte à l'action. J'ai personnellement travaillé comme permanent syndical pendant quatre ans, mais je ne le ferais probablement plus.

Gary : Tu lies la question des stratégies à celle de la période, mais ça soulève un problème : si nous sommes capables de faire bouger les choses chez les travailleurs précaires, de mettre en place d'autres formes de syndicalisation, ne crois-tu pas que cela peut déboucher sur de nouvelles tentatives de reprise en main, de bureaucratisation ?

Tim : Si. Je pense qu'il y a différentes phases dans la lutte. L'émergence d'un nouveau mouvement social en est une, où de nouvelles formes d'action et de mobilisation apparaissent ; puis il y a la phase de bureaucratisation, d'institutionnalisation du mouvement. Et c'est cyclique, malheureusement. Je crois vraiment que nous entrons actuellement dans une phase de mouvement. L'une des difficultés, c'est que dans un moment comme ça, les règles changent rapidement. Les gens peuvent changer d'avis du jour au lendemain, l'histoire l'a montré. Et ça pourrait bien arriver dans cette période-ci. Ce qui nous renvoie à notre stratégie : comment crée-t-on des situations qui suscitent chez les gens l'envie de s'auto-organiser ? C'est à ces questions que nous tentons de trouver des réponses.

Qu'en est-il du travail précaire dans le secteur public ? Y a-t-il des tentatives d'organisation dans ce secteur ?

Tim : Oui. En fait, c'est dans le secteur public que le travail d'organisation rencontre le plus de succès. Dans le Massachusetts, 66% des employés du secteur public sont organisés, et 50% dans l'ensemble des Etats-Unis (contre 9% pour l'ensemble). Il y a eu beaucoup de luttes dans ce secteur, et des luttes souvent victorieuses. J'ai représenté les employés et les techniciens de la ville de Boston pendant deux ans et demi, et nous avons remporté

des succès de toute sorte sur la question du travail précaire. Quand la ville a embauché des précaires, on a réussi à les stabiliser à plein temps très rapidement, parce qu'on avait la force pour le faire. En Californie, il y a eu des batailles spectaculaires autour de l'aide médicale à domicile, que les syndicats ont remportées. Récemment ils ont réussi à organiser 87 000 personnes en une seule procédure de syndicalisation : les soignants à domicile ont obtenu le statut d'employés du secteur public. L'hostilité des républicains envers les enseignants, par exemple, est une manifestation voilée d'hostilité envers les syndicats, parce que les salariés du secteur public s'organisent politiquement.

Le CCW tente aussi de faire avancer les choses sur un plan législatif, tu as dit. A quel niveau ?

Tim : Au niveau de l'Etat du Massachusetts, d'abord. Au niveau fédéral, on commence à peine à faire quelque chose. C'est un point fondamental, sur lequel nous allons probablement beaucoup travailler dans les années qui viennent. Une des choses que tous les travailleurs précaires ont en commun, c'est qu'ils sont exclus de toute une série de lois. Ils n'ont pas de couverture maladie, pas d'allocations familiales, ils peuvent difficilement s'organiser syndicalement.... S'il est un domaine où les précaires sentent immédiatement qu'ils ont un intérêt en commun au-delà de leurs différences professionnelles, c'est l'absence de couverture santé, et il faut exploiter cela politiquement. Nous disons qu'il faut que l'Etat soit impliqué en tant que partenaire dans la négociation, qu'il fixe un certain nombre de conditions au marché du travail précaire. Et que les précaires doivent se battre non seulement contre leurs patrons, mais aussi contre le gouvernement, pour obtenir un certain nombre de garanties par voie législative. Moi qui suis plutôt de tradition anarchosyndicaliste, je ne pensais pas comme ça il n'y a pas si longtemps, mais maintenant je crois vraiment que c'est nécessaire d'en passer par là. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas renforcer l'organisation, c'est indispensable au contraire pour obliger les patrons à respecter ce que l'Etat a concédé.

Penses-tu que ces changements législatifs puissent être obtenus sans le soutien des grands syndicats ?

Tim : Non, ce soutien est indispensable. Nous cherchons effectivement à les convaincre qu'une législation est nécessaire, et c'est un des domaines dans lesquels nous avons vraiment marqué des points. La question qui se pose maintenant, c'est : quel type de législation vont-ils défendre, et combien de forces vont-ils engager dans la bataille ? A mon avis, ils vont nous laisser proposer une stratégie, car ils sont tellement à court d'idées... Dans l'Etat du Massachusetts tout au moins : ici, nous avons des chances d'obtenir quelque chose d'ici à cinq ans. A un niveau plus national, quelque chose se fait aussi, mais nous avons peu de chances de décrocher une législation décente à court terme. Nous aimerions au moins aller au devant d'une défaite : ça voudrait dire qu'une bataille publique est engagée, que le problème est sur la place publique. Et croyez-moi, le public est avec nous, nous sommes majoritaires. Les gens au pouvoir, eux, n'ont que le pouvoir ; nous, sur les véritables enjeux de cette époque, nous avons l'opinion avec nous. Le problème, c'est plutôt que les gens ne croient pas qu'on puisse changer quelque chose à la situation. Ils vous disent : on est complètement d'accord, mais il n'y a rien à faire...

Peux-tu nous dire quels liens vous tentez d'établir en Europe ?

Tim : Nous venons tout juste de commencer à prendre des contacts. Nous avons réalisé que, sur la question du travail temporaire, cette prise de contacts correspond à une progression naturelle, car on trouve les mêmes entreprises dans tous les pays, même si elles se comportent différemment (ici, elles ne parlent pas de syndicats aussi facilement qu'elles le font en Europe, par exemple). Deuxièmement, il y a aux Etats-Unis des travailleurs, les précaires notamment, qui se voient refuser des droits de base, des droits que tout le monde a ailleurs : le droit de s'organiser, le droit à l'égalité des salaires... En ce sens nous pensons que la globalisation, la « globalisation par en bas », va dans le sens de nos efforts. Les gens d'Europe ou du Japon devraient regarder ce qui se passe ici – ils le font d'ailleurs – en se disant : voilà l'avenir, voilà ce qui nous attend. Nous sommes le sud de l'Europe, d'une certaine manière. Les Allemands sont un peu dans le même cas : ils ont maintenant dix Etats qui ne font pas partie de l'Allemagne, mais du Sud des Etats-Unis, en quelque sorte...

Comment vous y prenez-vous pour établir ces contacts, concrètement ?

Tim : On va parler avec ceux qu'on peut rencontrer. On leur dit qu'on veut organiser un colloque. Ce que nous voulons, c'est lancer un processus de rencontre et de discussion pour, ensemble, mettre au point des stratégies. C'est la première chose à faire. Nous allons nous y consacrer l'année prochaine, et je pense que ça se fera. Au départ, il s'agit de trouver dans chaque pays des acteurs sociaux clés - pas beaucoup, juste de quoi se rendre compte de où en sont les choses - et peut-être quelques intellectuels associés aux mouvements sociaux, et de se rencontrer pendant quelques jours. Puis il faut aller rencontrer les gens et leur parler. Ça nous permettra de faire un compte rendu. Nous comptons faire une enquête sur les droits du travail des intérimaires de cinq grandes agences d'intérim dans un certain nombre de pays. Ça nous servira de repère, pour pouvoir dire aux travailleurs ici : voilà comment ils se comportent là-bas, alors qu'ici ils bafouent nos droits de travailleurs. Nous trouverons peut-être des gens en Europe pour nous y aider. Bien sûr, nous commençons par contacter les syndicats. Au

Danemark par exemple, tous les syndicats travaillent sur la question. En Allemagne, on connaît des gens dans certains milieux intellectuels et dans l'IG Metall. En France, on a rencontré des gens de la CGT, qui se sont montrés assez anxieux sur la question de la précarité. On ne sélectionne pas les gens qu'on va rencontrer : à ce stade, on discute avec tous ceux qui s'y prêtent. Nous n'excluons pas les syndicats radicaux, non plus, évidemment. Souvent, d'ailleurs, ce sont les marginaux qui s'intéressent le plus à la question de la précarité. Notre seul critère est : qui fait quelque chose sur ce sujet ? qui s'y intéresse ?

Comment êtes-vous financés ?

Tim : Contrairement à la France, où les associations s'adressent plus volontiers à l'Etat pour avoir des subventions, ici on s'adresse aux fondations privées. Certaines sont très progressistes, et c'est à elles qu'on s'adresse. Vous faites une demande de financement, et ils vous accordent de l'argent en fonction de leurs critères. La fondation *Fannegans, à laquelle on s'est adressé au début, voulait qu'on embauche des gens pour fonder une organisation avec des adhérents. On a refusé, car ce n'est pas ça qu'on veut faire, on veut aider les travailleurs à s'organiser eux-mêmes (ce ne serait d'ailleurs pas démocratique, car nous, on a tous les éléments, pas eux). Les fondations Ford et Rockefeller, elles, n'ont pas ce type d'exigences, c'est pourquoi on a affaire à elles.

Est-ce que recevoir de l'argent des syndicats suppose plus de contraintes ?

Tim : Oui, en un sens, même si ce ne sont pas des contraintes manifestes. Outre que, d'une manière générale, les syndicats ne donnent pas beaucoup d'argent, la culture syndicale n'est pas très ouverte aux initiatives expérimentales, c'est le moins qu'on puisse dire. On voit bien, à travers l'exemple de Jobs With Justice, qu'il y a des choses qu'on ne peut pas faire quand on est financé par les syndicats. Nous, on ne reçoit rien d'eux. Même si on ne peut exclure qu'on soit un jour amenés à changer de position.

Quelle importance accordez-vous aux luttes sur la question du welfare ? En France, beaucoup de militants considèrent qu'un bon système d'indemnisation du chômage, notamment, est essentiel pour permettre aux travailleurs de résister en refusant les boulots les plus mal payés. Quelle est votre position sur ce sujet ?

Tim : Un quart de notre activité, plus ou moins, porte sur des questions de welfare, car pour nous, ça fait partie du problème de la précarité. Le welfare fait partie intégrante de la structure des salaires. Ici, on pousse de plus en plus de gens hors du système de welfare pour les contraindre à accepter les sales boulots. L'Amérique a résolu le problème de chômage en multipliant les boulots de merde, en quelque sorte. Il n'y a qu'à regarder autour de soi : tous ces gens qui font des boulots payés trois sous qui, en Europe, seraient faits par une machine. La bataille du welfare est effectivement centrale. Et on est en train de la perdre. Dès que l'économie commencera à faiblir, ils réinstalleront simplement l'ancien système de welfare à mon avis : on reviendra à ce qu'on avait, sans avoir rien obtenu de plus. Concrètement : dans le Massachusetts, il y a une coalition de militants qui se bat sur la question du welfare (Work in Massachusetts) ; de notre côté, on essaie de faire le lien entre ces luttes contre la pauvreté et celles sur la précarité.

Crois-tu qu'il y a moyen d'impliquer les syndicats dans cette bataille ?

Tim : On l'a tenté, avec un début de résultat : les syndicats du Massachusetts se sont dans l'ensemble déclarés opposés à la réforme du système de welfare, ils sont venus aux rassemblements, ils font partie de la coalition... Mais ce n'est pas grand-chose encore, face à la tendance en cours. La droite, en effet, a eu beaucoup de succès en s'attaquant aux pauvres. Y compris chez les syndiqués. On est obligé de leur dire : « Et alors ? Vous imaginez qu'en favorisant la réforme du welfare, en créant une espèce d'armée de réserve de travailleurs, ça va arranger vos affaires ? » Mais c'est du boulot. On ne peut même pas mobiliser les pauvres sur cette question. Les travailleurs noirs, par exemple, sont massivement en faveur de la réforme, car ils associent le welfare à la décrépitude morale. On peut donc seulement s'adresser à ceux qui triment dans des boulots de merde en leur disant : la réforme du welfare va créer plus de précarité et faire baisser vos salaires, ça mettra plus de gens en compétition avec vous, que vous le vouliez ou non... Moi, j'essaie de dire : ce n'est pas une question morale, je me fous de savoir qui vit des allocations, le problème c'est l'effet que ça va avoir sur le marché du travail.

L'idée d'une réduction du temps de travail est-elle un peu présente dans les esprits ou pas du tout ?

Tim : C'est une idée qui est en train de prendre, mais dans la classe moyenne. Les dirigeants commencent à y penser, eux aussi... avec leurs 90 heures de boulot par semaine !

Propos recueillis en octobre 2000 par N.T.

Pour entrer en contact avec Campaign on Contingent Work :
CCW/Workers Center, 33 Harrison Ave., 4th Flr., Boston, MA 02111 (USA).
e-mail : ccw@igc.org